



CAISSE d'ALLOCATIONS FAMILIALES DU FINISTERE  
1, rue de Portzmoguer 29602 BREST CEDEX 2

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**MAPA 2025/02 :  
TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES LOCAUX  
ADMINISTRATIFS DU BATIMENT DE TI DOUAR**

## ARTICLE 01 – LES PARTIES CONTRACTANTES

Le pouvoir adjudicateur est la caisse d'Allocations familiales du Finistère dont le siège est situé :  
1, rue de Portzmoguer – 29602 BREST CEDEX 2.

Il est représenté à la signature du marché et pour toute modification éventuelle par son Directeur.

Tous les règlements des sommes dues au titre du contrat sont assurés par la directrice comptable et financier de l'organisme auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Pour le suivi de l'exécution du contrat, l'organisme est représenté par le responsable des moyens généraux.

## ARTICLE 02 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

### 2.1 - OBJET DU MARCHEE

Le marché a pour objet un programme de réaménagement des locaux administratifs des locaux situés à l'adresse suivante : 1 rue de Ti Douar, 29200 QUIMPER.

Les prestations attendues sont précisées dans le CCTP et ses annexes.

### 2.2 – DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché fait l'objet d'une répartition en 8 lots :

NUMEROS	DESIGNATION	Code CPV
Lot 1	DEMOLITION	45111100
Lot 2	CLOISON - PLAFONDS	45421000
Lot 3	MENUISERIES INTERIEURES	45421141-4
Lot 4	PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VMC	45331000-6
Lot 5	ELECTRICITE	45311000-0
Lot 6	REKETEMENTS DE SOLS	45432100-5
Lot 7	FAUX PLAFONDS	45421000-4
Lot 8	PEINTURE NETTOYAGE	45442100-8

## 2.3 TYPE DE MARCHÉ

Cette procédure est un marché public de travaux soumis aux dispositions Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

### ARTICLE 03 – REGLEMENTATION

Le présent marché est passé dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale, l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application et conformément aux dispositions du Code de la Commande publique.

La présente procédure est une procédure adaptée passée en application des articles R2123-1 et suivants du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et des article L2123-1 de l'ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics.

### ARTICLE 04 – LA DUREE DU MARCHÉ

Les travaux démarreront au cours du premier semestre 2025 pour une durée prévisionnelle de seize semaines, l'entreprise s'engage à être réactive en cas de modification du planning.

### ARTICLE 05 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'Acte d'Engagement du titulaire et son annexe financière (tableau des prix)
- 2) Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) **et ses annexes dont** seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'organisme coordonnateur fera foi.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation, ...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

#### Pièces générales

Bien que non joints dans le marché, les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix et sont donc réputés connus du prestataire :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
- Le décret 2016-360 du 25 mars 2016,

- Tous les textes et normes fixant la réglementation applicable aux prestations objet du marché.

## ARTICLE 06 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les éléments de la mission sont définis dans le CCTP.

Les candidats s'appuieront sur ces éléments pour faire une proposition forfaitaire par organisme en complétant l'annexe financière.

## ARTICLE 07 – GROUPEMENT DE COMMANDES ET SOUS TRAITANCE

### Groupeement de commande

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque cotraitant ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Les candidats peuvent se présenter, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme pour la présentation de groupement d'entreprises.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des marchés (art.45 III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.)

Le groupement devra donc assurer sa transformation conformément à la décision du pouvoir adjudicateur après l'attribution du marché

### Sous-traitance

En application de l'article 62 de l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 133 à 139 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire doit faire parvenir à la Caf du **Finistère un acte spécial (imprimé DC4)**.

La demande d'acceptation et d'agrément (DC4) mentionne :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le sous-traitant est présenté en cours de marché, l'ensemble des pièces demandées ci-dessus seront adressées au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis contre récépissé. Si le sous-traitant est présenté au moment de l'offre, l'imprimé DC4 sera joint à l'acte d'engagement écrit du ou des sous-traitants.

Le candidat devra en outre produire soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Il est rappelé que le titulaire reste responsable de l'exécution de son marché, même s'il en sous-traite une partie et qu'il est tenu de coordonner les prestations des sous-traitants proposés.

Si le montant du contrat de sous-traitant est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'organisme, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

#### **ARTICLE 08 - OBLIGATIONS DE NEUTRALITE**

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment aux dispositions relatives à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché.

Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

#### **ARTICLE 09 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal), à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

#### **ARTICLE 10 – ORGANISATION DES PRESTATIONS, CONDITIONS D'EXECUTION**

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique ainsi que toutes les autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillages qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, l'attributaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'entrepreneur ne peut se prévaloir ni se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui pourraient être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

En fonction du planning définitif qui sera établi par le maître d'œuvre, si certaines phases doivent se faire en site occupé, le titulaire devra prendre en compte les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion...),
- vibrations de toutes natures perturbant les dispositifs électroniques,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières d'origines diverses, ponçage, démolitions, enlèvements de gravois etc...
- débris divers provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier,

Permis de feu : préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudage ou de coupe au moyen d'appareillages électriques ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis de feu.

Le titulaire devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

➤ Ordonnancement, pilotage, coordination

Cette mission est assurée par le maître d'œuvre :

F2B Constructions : 02 29 05 83 49

120 Rue de Kerervern - 29490 GUIPAVAS

➤ Sécurité –protection de la santé

En cours de consultation

➤ Contrôle technique

DEKRA Industrial (BGC)

241, rue Général Paulet

29200 BREST

## ARTICLE 11 – OPERATIONS DE RECEPTION

Par dérogation aux articles 42.1 et 42.3 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend la forme d'une décision unique du maître d'ouvrage à destination de l'ensemble des titulaires et prend effet à la date d'achèvement des travaux.

Chaque entrepreneur avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Par dérogation à l'article 40 alinéas 1 à 3 du CCAG Travaux, le titulaire remettra à la personne signataire du marché, le jour des opérations préalables à la réception, en 1 exemplaire sur support dématérialisé, les plans d'atelier et de chantier, les fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'œuvre.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée des documents ci-dessus compatible avec les logiciels (Word, Excel, plans au format AUTOCAD (dwg) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat) sur CD Rom ou clé usb.

## ARTICLE 12 –PRIX

### - Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront rémunérées par application du prix défini dans l'offre du titulaire.

### - Contenu des prix

Les prix figurent dans le bordereau des prix (de l'acte d'engagement du titulaire). Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et sont établis tout frais compris.

### - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'augmentation des prix des prestations engendrée lors de la révision serait supérieure à 5% sur la durée totale de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché sans que le ou les titulaires ne puisse(nt) prétendre à une quelconque indemnisation.

## ARTICLE 13 MODALITES DE REGLEMENT

### Établissement des décomptes

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le délai de vérification, par le maître d'œuvre du projet de décompte de l'entrepreneur est fixé à 7 jours.

Le décompte final sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Toutes les factures établies seront adressées de manière numérique dans l'outil CHORUS PRO ou à défaut à l'adresse mail : [achats@caf29.caf.fr](mailto:achats@caf29.caf.fr)

### Paielement du titulaire

Conformément à l'article 98 du code des marchés publics, le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le pouvoir adjudicateur. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, les sommes admises dans le décompte final, seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire.

### Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants admis au paiement direct s'effectue dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics.

### **Avances**

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'Acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 %. Il est porté à 20 % pour une petite et moyenne entreprise telle qu'elles sont définies à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce montant atteint 80 %.

### **Retenue de garantie**

Conformément à l'article 101 du code des marchés publics, il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou si les deux parties en sont d'accord par une caution personnelle et solidaire. Le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire ne peut être supérieur à celui de la garantie qu'elles remplacent. Leur objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Le pouvoir adjudicateur conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie. La garantie ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande d'acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Si la garantie ou la caution n'est pas constituée ou complétée dans le délai indiqué ci-avant, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et l'entrepreneur perd la possibilité, jusqu'à la fin du marché, de substituer une garantie ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier à tout moment le marché pour motif d'intérêt général. Cette résiliation est dûment motivée. Le titulaire a droit au paiement des prestations réalisées mais non prescrites dès qu'il apporte la preuve qu'elles étaient indispensables à la réalisation de celles effectivement réclamées et qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une opposition expresse du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de plein droit en cas d'inexactitude, de défaillance ou de non-respect d'une ou plusieurs prescriptions du cahier des charges. Il motive sa décision. La résiliation s'effectue à l'issue d'un délai de préavis de quinze jours calendaires commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure. Le pouvoir adjudicateur ne résilie pas le marché si, dans le délai imparti, les obligations précisées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ou si l'inexactitude des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure. La résiliation aux torts du titulaire s'effectue à ses frais et risques. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

## ARTICLE 15 LES PENALITES SPECIFIQUES EN CAS DE NON-RESPECT DU CODE DU TRAVAIL

Conformément à l'article D8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date d'effet du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

Si le titulaire du marché est établi ou domicilié à l'étranger, il devra remettre les documents imposés conformément à l'article D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

En cas de non-délivrance de ces documents, le Titulaire sera mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de les délivrer ou de présenter des observations dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, il sera prononcé :

- Soit la résiliation du marché aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques
- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du code du travail, dont le montant est fixé à 10 % du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail

## ARTICLE 16- RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens des Organismes par le Titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Il garantit les Organismes contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le Titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du Titulaire par les Organismes du fait de l'exécution du marché, sont à la charge des Organismes.

#### **ARTICLE 17 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE**

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, l'assurance en cause et à avertir immédiatement le Pouvoir Adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du Pouvoir Adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander au Titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le Pouvoir Adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

#### **ARTICLE 18 – LITIGES**

Le présent marché est soumis au Droit français. Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la juridiction compétente sera le Tribunal judiciaire.

#### **ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITLUAIRE**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

Cette notification doit être accompagnée selon les cas soit du nouveau RIB soit d'une copie certifiée conforme du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et d'un extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite par exemple, d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert de marché du titulaire à cette autre société peut être possible aux mêmes conditions d'engagement.

Dans ce cas, l'accord du pouvoir adjudicateur sur la poursuite du marché par la nouvelle personne morale sera concrétisé par un avenant de transfert. Toutefois, le pouvoir adjudicateur reste toujours en droit de refuser le changement de titulaire.